



Paris, le 3 novembre 2009

Note d'information n° 2009-29

Aux Présidents d'UDOGEC / UROGEC

Pour information à :

M. le Secrétaire Général de l'Enseignement Catholique
MM les Membres du Conseil d'Administration
MM les Permanents d'UDOGEC / UROGEC
MM les Directeurs Diocésains

Objet : Loi n°2009-1312 du 28 octobre 2009 dite Loi Carle

Madame, Monsieur,

La loi Carle, tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence, vient d'être publiée au Journal officiel du 29 octobre 2009. Nous joignons à la présente le texte de cette loi n°2009-1312 du 28 octobre 2009.

Cette loi avait été adoptée par l'Assemblée nationale le 28 septembre puis déférée, le 6 octobre 2009, au Conseil constitutionnel par des députés divers gauche, ces derniers estimant que cette loi favoriserait les établissements privés au détriment des écoles primaires publiques.

La décision du Conseil constitutionnel, intervenue le 22 octobre 2009 (Décision n° 2009-591 DC), rejette les griefs soulevés par les requérants qui contestaient la conformité de cette loi aux principes de laïcité, de libre administration des collectivités territoriales et d'égalité des citoyens devant les charges publiques. Le texte de cette décision vous a été transmis dans le flash d'information n°11 en date du 23 octobre dernier.

Le gouvernement a publié dans le JO du 29 octobre les observations qu'il avait produites devant le Conseil Constitutionnel pour défendre la constitutionnalité de cette loi. Nous vous transmettons aussi en fichier joint le texte de ces observations.

Pour plus d'information, nous vous renvoyons à la note d'information n°2009-23 du 7 octobre dernier, à l'article à paraître de l'Arc débutant de novembre 2009, ainsi qu'au kit d'information qui vous sera adressé d'ici fin novembre. Il facilitera l'accompagnement de vos écoles dans leurs démarches auprès des communes de résidence.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Rédacteur :
Sophie POUVERREAU

Jean-Marie LELIEVRE
Secrétaire Général

PJ :

- *Loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence ;*
- *Décision n° 2009-591 DC du Conseil constitutionnel du 22 octobre 2009 ;*
- *Commentaires de la décision publiés dans « les cahiers du Conseil constitutionnel » n° 28 ;*
- *Observations du Gouvernement sur le recours dirigé contre la loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence, publiées au JO du 29 octobre 2009-11-02 ;*
- *Flash Info de la FNOGEC n° 11, du 23 octobre 2009.*